



## Communiqué de presse intersyndical

Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, le 1<sup>er</sup> mai, Journée Internationale des Travailleurs et des Travailleuses, va se dérouler dans un contexte de crise sanitaire.

Cette crise, liée à la pandémie du COVID 19, que nous subissons depuis plus d'un an, est malheureusement loin d'être terminée.

Les restrictions budgétaires imposées depuis des années par les gouvernements successifs ont plongé les services publics, et notamment l'hôpital Public, dans un tel état de délabrement qu'il n'est plus aujourd'hui en capacité de soigner dignement l'ensemble de nos concitoyen·nes.

Pour pallier cette situation, la seule réponse trouvée par le gouvernement a été de réduire drastiquement nos libertés individuelles et collectives, d'imposer des fermetures administratives à des milliers d'entreprises « non essentielles » et le télétravail !

Pour autant, la situation à l'Hôpital reste toujours en surtension, des opérations non essentielles sont de nouveau déprogrammées.

C'est dans ce contexte que le gouvernement continue sa destruction de la Fonction Publique, des Hôpitaux et des Services Publics : Fermetures de lits de nouveau programmées, suppression de postes notamment à l'Éducation Nationale et aux Finances, Projet HERCULE dans l'énergie ...

Dans ce même temps, des millions d'euros sont distribués à des très grandes entreprises qui en profitent pour verser des dividendes à leurs actionnaires tout en supprimant des milliers d'emplois (Air France, SANOFI...par exemple).

Alors que l'une des solutions pour sortir de cette crise est la vaccination massive des populations, le gouvernement est incapable de gérer l'approvisionnement en vaccins sûrs et efficaces pour toutes les personnes qui le souhaitent.

L'insuffisance de moyens consacrés à la recherche publique et à la production du médicament n'est pas sans lien avec cette situation.

Les difficultés d'accès aux soins trouvent leurs causes dans des choix budgétaires visant à faire toujours plus d'économies. Pour faire face à cette crise sanitaire, économique et sociale, il est temps de mettre en œuvre un plan d'urgence pour rebâtir un système public de santé à hauteur des besoins, et renforçant notre système de protection sociale.

Cependant, malgré cette crise indéniable, le gouvernement continue la mise en place de ses réformes régressives en imposant dès le 1<sup>er</sup> juillet sa réforme de l'assurance chômage qui va pénaliser plus de 1,7 millions de demandeurs d'emplois, et ce parmi les plus précaires et les plus jeunes.

C'est dans ce contexte que nos organisations syndicales, CGT, FSU, UNL et Solidaires appellent l'ensemble de la population, salarié·es, privé·es d'emplois, retraité·es à se mobiliser et à participer aux rassemblements et manifestations qui auront lieu sur le département.

Le 1<sup>er</sup> mai est la journée qui unit internationalement les travailleurs et travailleuses avec leurs organisations syndicales. Partout dans le monde, exigeons :

- La levée des brevets sur les vaccins pour que tous les pays puissent avoir accès à la vaccination ;
- Des moyens pour l'hôpital public et pour l'ensemble du secteur des soins et de l'accompagnement ;
- Le financement des services publics et la protection sociale à la hauteur des besoins
- Un plan national de relocalisation de l'industrie ;
- L'arrêt des licenciements et le conditionnement des aides publiques à la sauvegarde de l'emploi et de l'environnement ;
- L'augmentation des salaires et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire ;
- L'abandon de toutes les réformes régressives, des retraites à l'assurance-chômage ;
- La suppression de textes liberticides, tels que la loi sécurité globale et séparatisme.

**Nos organisations appellent à manifester à Nice à partir de  
14h00 devant le Jardin Albert 1er.**